

ACHETEZ UN BOUT DE FERME BIO !

Au village de Nyer, en Conflent, dans les Pyrénées Orientales,

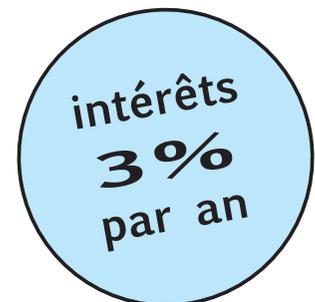
CONSTRUIRE 2 BÂTIMENTS D'ÉLEVAGE AVEC PHOTOVOLTAÏQUE EN TOITURE



Non, les bâtiments ne sont pas encore finis.
Oui, le chantier a besoin de vous pour pouvoir se terminer.

coopérative citoyenne
FERME d'ESCOUMS
SCIC SAS à capital variable

INVESTISSEZ dans une économie locale positive



pérenniser la dernière ferme de Nyer,
contribuer au maintien d'une agriculture paysanne écologique

produire de l'énergie renouvelable,
participer au mouvement de transition énergétique

reprendre main sur notre (nos) économies(s)
en prenant part à la vie d'une Société Coopérative d'Intérêt Collectif

Avec le concours et le soutien actif de :



lescop
SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES
ET PARTICIPATIVES du Languedoc-Roussillon

Les Embriagues 66360 NYER - 04 68 05 03 44

les détails, les plans, les prévisionnels et
tous les documents pour investir sur

www.fermedescoums.fr

INVESTIR dans 2 SOCIÉTÉS COOPÉRATIVES d'INTÉRÊT COLLECTIF, FERME d'ESCOUMS et ESCOUMS SOLAIRE

En janvier 2009, Guillaume Husson, jeune paysan-éleveur, reprend en zone de montagne la ferme menée alors par Myriam et Sam NÈGRE, aujourd'hui coopérateurs des deux SCIC.

Depuis 2009, Guillaume et le troupeau fonctionnent quasi sans bâtiment. Le troupeau est dehors tout le temps et toute l'année, la mécanique se fait dehors, le foin est stocké sous des bâches. L'éleveur fatigue, on le serait à moins. D'où l'idée de construire de nouveaux bâtiments adaptés, car un petit paysan bio a aussi le droit de travailler dans de bonnes conditions.

En juin 2014, après avoir tenté de trouver des solutions en tant qu'agriculteur, Guillaume choisit de s'orienter vers une approche citoyenne et coopérative. La première SCIC est née le 25 janvier 2015, la deuxième le 15 mars 2015, deux coopératives au lieu d'une seule du fait des obligations réglementaires sur le photovoltaïque. Nous sommes passés ainsi d'un projet individuel à une démarche collective et coopérative.

Un vrai outil de développement local est né. Écologie et solidarité en sont les deux valeurs fondatrices.

Nos deux coopératives ont pour vocation de créer les conditions nécessaires au maintien et au (re)déploiement d'activités sur le village et alentours : dans un premier temps, à l'image de Terre de Liens pour ceux qui connaissent, gérer le foncier de la ferme d'Escoums. L'activité d'élevage sera toujours assurée par l'éleveur et non par les coopératives.

2015-2016 : construire 2 bâtiments avec photovoltaïque en toitures

Permettre un suivi correct du troupeau, donner à l'éleveur les capacités de stockage du foin et l'espace d'engraissement des veaux, assurer un bon confort à tout le monde, humain comme animaux, voici les

principaux critères du cahier des charges du bâtiment dédié à l'élevage bio avec mention Nature et Progrès.

Quant au deuxième bâtiment dédié au stockage, voici les objectifs : mettre au sec bois et plaquettes pour litières ainsi qu'une partie des engins, fournir des espaces de travail à l'abri des intempéries, rationaliser la mécanisation existante et ainsi limiter la fatigue humaine.

Grâce aux investissements des premiers coopérateurs, le chantier a démarré en décembre 2014 et en avril 2016, nous en sommes à la pose des installations photovoltaïques en toitures des ossatures bois. La conception des bâtiments et leur qualité de réalisation ont été pensées pour durer ... 100 ans paraît un minimum.

Aujourd'hui, la Ferme d'Escoums a besoin de vous pour terminer le chantier et réussir !

Jean Quilleret,
président de la SCIC Ferme d'Escoums



Production photovoltaïque : la solidité financière de l'opération

Chaque toiture va recevoir une installation photovoltaïque de 190 Kwc.

Comme pour les bâtiments, le matériel a été choisi pour sa solidité et sa longévité. Sous réserve que toutes les conditions soient réunies par ailleurs, nous devrions poser les panneaux Sunpower fabriqués à Toulouse.

En 2015, ERDF a réalisé les travaux de raccordement avec la pose d'un transformateur dédié.

Nous vendrons l'électricité produite dans le cadre d'un contrat d'Obligation d'Achat sur 20 ans, suite à la décision du Ministère de l'Écologie de retenir nos deux

dossiers de réponse à l'un de ses appels d'offres.

Nous aurions aimé vendre à la SCIC Enercoop, société distributrice d'énergie 100 % renouvelable mais nos législateurs en ont décidé autrement en maintenant l'exclusivité des contrats Obligations d'Achat à EDF. Nous vendrons donc à EDF.

En conséquence, les chiffres d'affaires photovoltaïques sont quasi connus pour la durée du contrat et avoisineront les 95 000 € par an pour les 2 toitures, représentant 90 % des CA prévisionnels.

PARTICIPER À UN AVENIR PLUS HARMONIEUX

Obligation réglementaire d'une deuxième société pour gérer la deuxième installation photovoltaïque

SCIC SAS ESCOUMS SOLAIRE
propriétaire et gestionnaire du bâtiment de stockage et de son installation photovoltaïque

bail de location du bâtiment

vente directe
viande en caissette
bois de chauffage

Guillaume Husson
paysan-éleveur
entrepreneur individuel
inscrit à la MSA



Juillet 2015 : montée en estive

Pour contacter Guillaume directement, lui acheter de la viande ou du bois :
06 65 58 79 51

électricité photovoltaïque produite
vendue à EDF, sous contrat
Obligation d'Achat de 20 ans

mise à disposition du sol

bail environnemental
de location de la ferme

SCIC SAS FERME d'ESCOUMS
propriétaire et gestionnaire des terrains,
des bâtiments actuels, du futur bâtiment d'élevage
et de son installation photovoltaïque
... demain, d'autres projets ...

demain autres projets, par ex.
valorisation du bois grume châtaignier,
(ré)installation d'un 2ème éleveur
sur la commune, ...

bail de location, convention
ou salariat, suivant besoins

après-demain autre projet,
par ex. agri-tourisme, remise en état
et location des maisons inoccupées,
accueil de groupes ...

Une SCIC, québécois ?

Société Coopérative d'Intérêt Collectif :

entreprise appartenant à ses coopérateurs, citoyens d'un territoire et bien au delà, gérée par ceux-ci, avec pour ambition de développer un projet collectif d'utilité sociale, avec 4 grands principes de fonctionnement :

1 personne = 1 voix

Le pouvoir de décision revient donc de façon égale à chaque personne, quelque soit le capital apporté et son statut.

Ensemble pour une oeuvre commune

Citoyens, collectivités publiques, associations, entreprises extérieures, ... peuvent détenir des parts sociales constituant le capital d'une SCIC. Aujourd'hui, en France, la SCIC est la seule forme juridique permettant de réunir tous les acteurs d'un territoire sans exclusive pour une oeuvre commune. C'est ce qu'on appelle le multi-sociétariat.

Une propriété qui est et qui restera collective

57,5 % au moins des résultats de nos 2 sociétés devront être placés en réserves impartageables. Cela veut dire qu'à aucun moment, une poignée de coopérateurs ne pourra «se partager le gâteau». Même en cas de dissolution, après remboursement du capital, les assemblées devront répartir les biens auprès de structures poursuivant des buts analogues et ainsi préserver le caractère collectif de la démarche.

Une démarche pas ou très peu spéculative

La valeur de la part sociale (pour nous, 200 €) est fixe et ne pourra subir aucune spéculation. De plus, la rémunération du capital (parts sociales) est limitée par la loi.

Les SCIC et le chantier en chiffres

Foncier actuel :

bâties anciens pour partie loués et habités à l'année, 70 ha loués à l'éleveur, l'ensemble devant être apporté en nature à la SCIC Ferme d'Escoums par les propriétaires actuels. L'éleveur loue d'autres parcelles et, au total, dispose actuellement de 115 ha de prairies, bois, landes et parcours.

Bâtiment d'élevage en construction :

conforme au cahier des charges Nature et Progrès
20 x 45 m soit 900 m², ossature et bardage bois
40 vaches mères gasconnes
37 velles ou veaux à l'engraissement, 5 m² par veau
640 boules de foin, le stock pour un hiver

Bâtiment de stockage en construction :

15,50 x 55 m soit 850 m², ossature et bardage bois
stockage de plaquettes bois pour litière des animaux 155 m²
stockage bois de chauffage 155 m², stockage engins 310 m²,
ateliers bois fer et mécanique 200 m², pièce réunion repos 30 m²

Photovoltaïque en toitures :

191,4 Kwc et 196,35 Kwc
production annuelle de 500 000 Kwh soit la conso électrique annuelle moyenne actuelle de 72 foyers français, au moins 250 foyers quand nous serons plus sages et que sobriété et efficacité énergétiques seront passées par là.

Prix de vente du courant, sous contrat Obligation d'Achat :
17,8 cent / Kwh en année 1, réévalué chaque année en fonction de l'évolution des prix des matières et des salaires dans l'industrie électrique.

Sur 20 ans, soit la durée du contrat avec EDF :

CA photovoltaïque : 1 900 000 €

CA locations et divers : 200 000 €

Total des CA des 2 SCIC : 2 100 000 €

Investissements bâtiments : 2 fois 300 000 €

Investissements photovoltaïque : 2 fois 300 000 €

Total investissements des 2 SCIC : 1 200 000 €

Prévision de financement :

500 000 € « citoyens » rémunérés à 3 %

700 000 € en emprunts bancaires

CAMPAGNE DE FINANCEMENT PARTICIPATIF CITOYEN

«Fauché» ou pas, **chacun peut agir maintenant** :

- **investir**, si vous en avez la possibilité, avec 2 «outils» :
entrer au capital et devenir coopérateur en souscrivant des parts sociales de 200 € chacune dont la rémunération sera décidée chaque année en assemblée générale, puis, si vous le souhaitez, **ouvrir un compte courant d'associé** rémunéré (contrat de prêt du coopérateur aux SCIC)
- **organiser des réunions «TupperWatt»** chez vous ou autour de vous
 ... toute autre idée bienvenue, faites-nous part de vos propositions.

Vous souhaitez offrir des parts sociales à vos enfants, petits-enfants, ... c'est possible, contactez-nous.

500 000 €, c'est énorme, dites-vous !?
 Tout est relatif :
 - 0,0000125 % des 4 000 milliards d'épargne disponible des français
 - l'épargne moyenne de ... 8 français !
 - avril 2016 : **148 coopérateurs ont déjà mobilisé plus de 450 000 € FAISABLE ! ENSEMBLE !**

AGIR : **TupperWatt**

... TupperNégaWatt, devrait-on dire ! Vous organisez une réunion chez vous, au bar du coin, à la salle des fêtes ou à la mairie de votre village, à la biocoop de votre quartier, dans vos associations, ... si possible, vous faites des bons gâteaux, vous invitez vos amis et entourage pour leur présenter la démarche et les motiver à participer et investir. Dans la mesure du possible, nous viendrons. Si trop loin et à défaut, nous mettrons en place un échange par visioconférence.

Quelques réponses aux questions que vous n'avez pas encore posées :

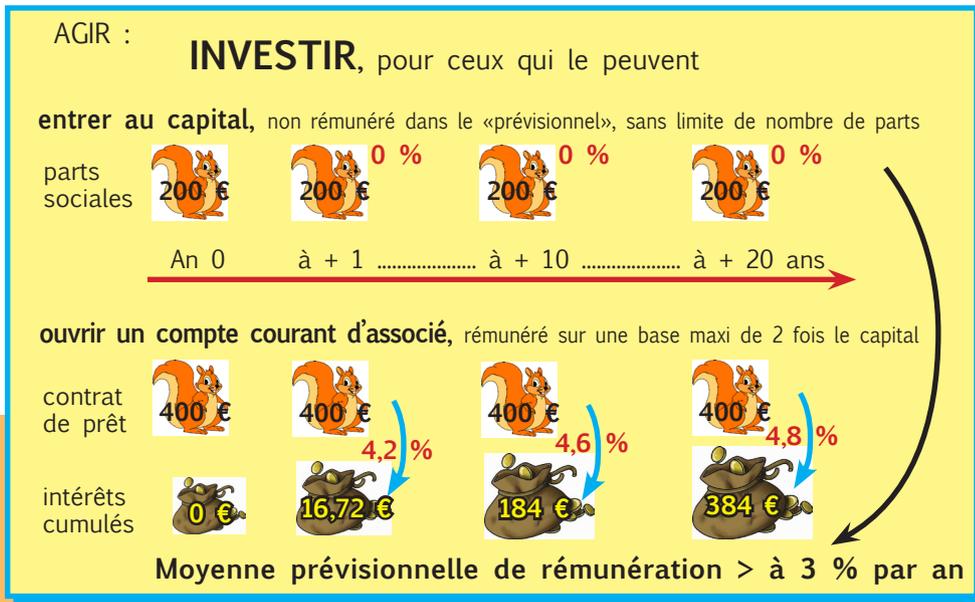
Oui, vous pouvez potentiellement perdre votre investissement, comme dans n'importe quelle entreprise, mais en aucun cas ni votre maison ni votre voiture, encore moins votre chemise. Et pensez à 3 choses : le contrat d'Obligation d'Achat est de 20 ans, le soleil brille encore pour quelques années et, à plusieurs centaines de coopérateurs, on trouve facilement les bonnes solutions. L'union fait la force.

Vous pourrez facilement «ressortir» tout ou partie de votre capital investi. Tout est question de délai. Afin d'assurer la solidité de nos coopératives, nos documents fixent des délais maximum de remboursement : 5 ans pour les parts sociales, 10 ans pour les comptes courants d'associés. Ce sont des délais maximum, l'état

d'esprit est de ne pas laisser dans le besoin un de nos coopérateurs. N'oublions pas que la solidarité est une de nos valeurs fondatrices. En cas de coup dur pour vous, nous mettrons tout en oeuvre pour réduire très sérieusement ces délais

A votre mort, nos coopératives auront une dette vis à vis de vos héritiers, à hauteur de votre argent investi, capital et compte courant d'associé. Donc, même si vous vous trouvez vieux, vous pouvez investir !

Et si nous n'arrivons pas à réunir le financement total ? Les choses sont en bonne voie, la signature de l'emprunt bancaire devrait intervenir dans les prochaines semaines. Dans le pire des cas, on pourrait louer les toitures pour 30 ans à des financiers, ce qui paierait les ossatures bois des bâtiments. Ce serait un échec politique, mais vous pourriez ainsi récupérer votre argent investi.



Chaque part compte parce que chaque personne compte ! Vous êtes les bienvenus, que ce soit avec 1 part à 200 € ... ou avec 500 parts.

RÉUNIR 500 000 € - rémunération 3 % par an

échanger par téléphone, venir sur place, recevoir les documents par courrier postal

04 68 05 03 44 - Les Embriagues 66360 NYER

le «compteur» de la campagne, tous les détails et tous les documents sur

www.fermedescoums.fr

BULLETIN CUMULATIF DE SOUSCRIPTION DE PARTS SOCIALES

Je soussigné-e, Prénom Nom

Adresse

Code Postal Commune Pays

N° de téléphone 1 N° de téléphone 2

pour les associations, entreprises, collectivités, ... :

représentant légal de

Forme juridique Siren

J'ai lu les statuts de la SCIC SAS à capital variable FERME d'ESCOUMS et je les approuve.

J'ai bien noté que le capital est variable et qu'il peut augmenter à tout moment, soit au moyen de souscriptions nouvelles effectuées par les associés coopérateurs, soit par l'admission de nouveaux associés coopérateurs.

 Je demande à devenir associé coopérateur de la SCIC SAS à capital variable FERME d'ESCOUMS.

Je demande à relever de la catégorie :

Pour rappel, au verso, extrait de l'article 13 des statuts, avec le tableau des catégories. Je suis déjà associé coopérateur.

Je demande à acquérir de nouvelles parts de la SCIC SAS à capital variable FERME d'ESCOUMS.

Ce bulletin annule et remplace mon précédent bulletin de souscription.

Je souscrits (*en lettres*) parts sociales de 200 € (deux cents euros) chacune,ce qui portera mon nombre total de parts détenues à (*en lettres*) parts.J'établis un chèque ou un virement de à l'ordre de Ferme d'Escoums,
qui sera déposé au compte de la coopérative, ouvert au CIC, 9 place de la République - 66500 PRADES. J'accepte d'être convoqué-e aux assemblées par courrier électronique à l'adresse suivante :

courriel

Je préviendrai la coopérative de mes éventuels changements d'adresse électronique.

J'accepte que la coopérative ait recours à la transmission par voie électronique en lieu et place de l'envoi postal lors de l'exécution des formalités de convocation, d'envoi de documents d'information et de vote à distance et plus généralement d'être destinataire d'informations et de communications institutionnelles de la part de ma coopérative. Cette autorisation a comme objectif de faciliter la gestion de la coopérative et de limiter la consommation de papier et d'énergie. Conformément à l'article 26 des statuts, je peux annuler cet accord à tout moment, en en informant le conseil coopératif.

En cas d'apport de bien commun, je m'engage à prévenir mon/ma conjoint-e et à fournir la notification au verso, complétée et signée.

J'atteste rédiger ce bulletin en 2 exemplaires originaux et en conserver un exemplaire.

Fait à , le

Signature

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à notre seul secrétariat. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent, que vous pouvez exercer en vous adressant à la coopérative.

NOTIFICATION PAR LE/LA CONJOINT-E DE SA RENONCIATION À ÊTRE ASSOCIÉ-E

Je soussigné-e

Prénom Nom

Adresse

Code Postal Commune Pays

déclare avoir pris connaissance des statuts de la SCIC SAS à capital variable FERME d'ESCOUMS, à laquelle mon/ma conjoint-e :

Prénom Nom

souhaite apporter la somme de (*en lettre*)

correspondant à parts sociales de 200 € (deux cents euros) chacune, dépendant de notre communauté de biens.

Je déclare donner mon consentement à l'apport effectué par mon/ma conjoint-e, en application de l'article 1424 du Code Civil. Je déclare ne pas vouloir me prévaloir de la qualité d'associé-e en vertu de l'article 1832-2 du Code Civil.

Fait à

Signature

Le

Extrait de l'article 13 des statuts : Catégories d'associés coopérateurs

Les catégories regroupent les coopérateurs qui ont un rapport de nature distincte aux activités de la coopérative, souvent avec des intérêts à priori divergents. Leur rassemblement crée le multi sociétariat qui caractérise la Scic, avec pour objectif de construire une œuvre commune, dépassant ainsi les éventuels intérêts particuliers.

Chaque associé coopérateur relève d'une et une seule des 5 catégories décrites ci-dessous, en fonction de son statut et des liens qui l'unissent avec la coopérative :

Catégorie	Description	Nombre minimum de parts sociales à souscrire
porteurs	personnes physiques et personnes morales apportant leur participation active à la coopérative	minimum 1 part
soutiens	personnes physiques et personnes morales à caractère privé apportant leur soutien financier et moral à la coopérative	minimum 5 parts
salariés	salarié-e-s ayant contracté un contrat de travail avec la coopérative	minimum 3 parts
entrepreneurs	entreprises quel que soit le statut (entreprise individuelle, association, société civile, agricole, artisanale ou commerciale, ...) bénéficiant directement des activités de la coopérative	minimum 3 parts
acteurs publics	collectivités territoriales et leurs groupements, toutes structures à caractère public ou semi-public tel que les SEM, SPL, EPIC ... apportant leur soutien financier et moral à la coopérative	minimum 20 parts

Le choix d'affectation de chaque associé à une catégorie est du ressort exclusif du conseil coopératif, tout comme il est seul compétent pour décider du changement de catégorie.

CONTRAT DE COMPTE COURANT D'ASSOCIÉ-E

entre les deux parties suivantes :

la **SCIC SAS à capital variable FERME d'ESCOUMS** d'une part,
ci-après dénommée **la coopérative**,

et

prénom, nom :

demeurant

associé-e de la coopérative et détenant ce jour parts sociales,
ci-après dénommé **l'associé-e**.

Afin de renforcer la trésorerie de notre coopérative et de faciliter le financement de ses projets, notamment la construction de 2 bâtiments d'élevage et stockage avec photovoltaïque en toiture, l'associé-e a convenu avec la coopérative de l'ouverture et du fonctionnement d'un compte courant d'associé-e dans les conditions suivantes :

Article 1 - Ouverture du compte courant et fonctionnement

La coopérative ouvre ce jour dans ses livres comptables au nom de l'associé-e un compte courant où sera comptabilisé les versements et les retraits de trésorerie effectués par l'associé-e.

Aussi longtemps que ce compte courant restera ouvert, l'associé-e doit conserver au moins une part sociale.

Ce compte ne peut pas présenter un solde débiteur.

Afin de respecter les termes de la loi, les fonds déposés ne peuvent pas être retirés avant une durée de 2 ans, y compris si les deux parties en sont d'accord.

Article 2 - Versement en compte courant

L'associé-e met à la disposition de la coopérative une somme de (*en lettres*)

..... € qu'il/elle verse ce jour au crédit de son compte courant.

L'associé-e pourra ultérieurement abonder de nouveau son compte courant, sous réserve que le président de notre coopérative, ou toute personne dûment déléguée, donne son accord.

Article 3 - Durée - durée de blocage

Ce ou ces versements en compte courant sont consentis et acceptés pour une durée illimitée.

Passé le délai incompressible de 2 ans, des remboursements pourront avoir lieu.

L'associé-e peut demander le remboursement partiel ou total de son compte :

- durant une période de 2 à 10 ans, à condition que le président de la coopérative ou toute personne dûment déléguée donne son accord

- au delà d'une période de 10 ans, sans condition.

La coopérative peut choisir de rembourser à l'associé son compte courant, partiellement ou en totalité :

- durant une période de 2 à 10 ans, à condition que l'associé donne son accord

- au delà d'une période de 10 ans, sans condition.

Le calcul de la durée de ces périodes s'effectuera à partir de la date de chaque versement jusqu'à la date de l'écrit mentionné à l'article 4 de ce contrat.

Il y aura donc autant de calcul de durée de périodes que de versement.

Article 4 - Remboursement

La partie souhaitant le remboursement devra, par écrit, informer ou demander son accord à l'autre partie, en indiquant la somme concernée.

La coopérative remboursera les sommes indiquées et/ou convenues dans un délai de 3 mois, à compter de la date de l'écrit. Rien ne s'oppose à ce que ce délai soit plus court si les deux parties sont d'accord.

Article 5 - Rémunération

Les sommes versées en compte courant par l'associé-e seront productives d'un intérêt annuel de 5 % sous deux conditions :

- les sommes productives d'intérêt ne peuvent être supérieures à 2 fois le capital social détenu par l'associé-e dans la coopérative Ferme d'Escoums

- la production d'intérêt de compte courant d'associé ne peut engendrer un résultat négatif annuel avant impôt sur les sociétés, ou aggraver celui-ci.

En conséquence de ce qui précède et afin de se conformer à cette deuxième condition, le taux d'intérêt sera exceptionnellement réduit pour les exercices comptables où une rémunération pleine à 5 % engendrerait ou aggraverait un résultat négatif annuel avant impôts sur les sociétés.

Le calcul de la production d'intérêt commence à compter du premier jour du mois suivant le versement et se termine le dernier jour du mois précédent le remboursement. Le calcul est effectué par exercice comptable, à savoir du 01 avril de l'année n jusqu'au 31 mars de l'année n+1.

Cette rémunération sera versée annuellement, au plus tard 4 mois après la date de clôture de l'exercice, à savoir le 31 juillet.

Article 6 - Décès de l'associé-e

Au décès de l'associé-e, les sommes placées en compte courant deviennent une dette de la coopérative vis à vis des ayants droits, au même titre que ses parts sociales. Le compte courant sera remboursé dans les mêmes conditions que les parts sociales, conditions définies à l'article 17 de nos statuts.

Article 7 - Litiges

De convention expresse entre les parties, tout litige qui pourrait surgir de l'interprétation ou de l'exécution des présentes et n'ayant pas trouvé sa solution après médiation telle que définie à l'article 16 de nos statuts, relèvera de la compétence exclusive du Tribunal de commerce de Perpignan.

Fait à, le

en deux exemplaires, complétés et signés par chacune des parties, un exemplaire étant remis à chaque partie.

Mention « lu et approuvé », signatures suivies des prénoms et noms manuscrits :

L'associé-e

Pour la coopérative, le président
ou son représentant dûment délégué

BULLETIN CUMULATIF DE SOUSCRIPTION DE PARTS SOCIALES

Je soussigné-e, Prénom Nom

Adresse

Code Postal Commune Pays

N° de téléphone 1 N° de téléphone 2

pour les associations, entreprises, collectivités, ... :

représentant légal de

Forme juridique Siren

J'ai lu les statuts de la SCIC SAS à capital variable ESCOUMS SOLAIRE et je les approuve.

J'ai bien noté que le capital est variable et qu'il peut augmenter à tout moment, soit au moyen de souscriptions nouvelles effectuées par les associés coopérateurs, soit par l'admission de nouveaux associés coopérateurs.

 Je demande à devenir associé coopérateur de la SCIC SAS à capital variable ESCOUMS SOLAIRE.

Je demande à relever de la catégorie :

Pour rappel, au verso, extrait de l'article 13 des statuts, avec le tableau des catégories. Je suis déjà associé coopérateur.
Je demande à acquérir de nouvelles parts de la SCIC SAS à capital variable ESCOUMS SOLAIRE.
Ce bulletin annule et remplace mon précédent bulletin de souscription.Je souscrits (*en lettres*) parts sociales de 200 € (deux cents euros) chacune,
ce qui portera mon nombre total de parts détenues à (*en lettres*) parts.J'établis un chèque ou un virement de à l'ordre de Escoums Solaire,
qui sera déposé au compte de la coopérative, ouvert au CIC, 9 place de la République - 66500 PRADES. J'accepte d'être convoqué-e aux assemblées par courrier électronique à l'adresse suivante :
courriel

Je préviendrai la coopérative de mes éventuels changements d'adresse électronique.

J'accepte que la coopérative ait recours à la transmission par voie électronique en lieu et place de l'envoi postal lors de l'exécution des formalités de convocation, d'envoi de documents d'information et de vote à distance et plus généralement d'être destinataire d'informations et de communications institutionnelles de la part de ma coopérative. Cette autorisation a comme objectif de faciliter la gestion de la coopérative et de limiter la consommation de papier et d'énergie. Conformément à l'article 26 des statuts, je peux annuler cet accord à tout moment, en en informant le conseil coopératif.

En cas d'apport de bien commun, je m'engage à prévenir mon/ma conjoint-e et à fournir la notification au verso, complétée et signée.

J'atteste rédiger ce bulletin en 2 exemplaires originaux et en conserver un exemplaire.

Fait à , le Signature

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à notre seul secrétariat. Conformément à la loi « informatique et libertés » du 6 janvier 1978 modifiée, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations qui vous concernent, que vous pouvez exercer en vous adressant à la coopérative.

NOTIFICATION PAR LE/LA CONJOINT-E DE SA RENONCIATION À ÊTRE ASSOCIÉ-E

Je soussigné-e

Prénom Nom

Adresse

Code Postal Commune Pays

déclare avoir pris connaissance des statuts de la SCIC SAS à capital variable ESCOUMS SOLAIRE, à laquelle mon/ma conjoint-e :

Prénom Nom

souhaite apporter la somme de (*en lettre*)

correspondant à parts sociales de 200 € (deux cents euros) chacune, dépendant de notre communauté de biens.

Je déclare donner mon consentement à l'apport effectué par mon/ma conjoint-e, en application de l'article 1424 du Code Civil. Je déclare ne pas vouloir me prévaloir de la qualité d'associé-e en vertu de l'article 1832-2 du Code Civil.

Fait à

Signature

Le

Extrait de l'article 13 des statuts : Catégories d'associés coopérateurs

Les catégories regroupent les coopérateurs qui ont un rapport de nature distincte aux activités de la coopérative, souvent avec des intérêts à priori divergents. Leur rassemblement crée le multi sociétariat qui caractérise la Scic, avec pour objectif de construire une œuvre commune, dépassant ainsi les éventuels intérêts particuliers.

Chaque associé coopérateur relève d'une et une seule des 5 catégories décrites ci-dessous, en fonction de son statut et des liens qui l'unissent avec la coopérative :

Catégorie	Description	Nombre minimum de parts sociales à souscrire
porteurs	personnes physiques et personnes morales apportant leur participation active à la coopérative	minimum 1 part
soutiens	personnes physiques et personnes morales à caractère privé apportant leur soutien financier et moral à la coopérative	minimum 5 parts
salariés	salarié-e-s ayant contracté un contrat de travail avec la coopérative	minimum 3 parts
entrepreneurs	entreprises quel que soit le statut (entreprise individuelle, association, société civile, agricole, artisanale ou commerciale, ...) bénéficiant directement des activités de la coopérative	minimum 3 parts
acteurs publics	collectivités territoriales et leurs groupements, toutes structures à caractère public ou semi-public tel que les SEM, SPL, EPIC ... apportant leur soutien financier et moral à la coopérative	minimum 20 parts

Le choix d'affectation de chaque associé à une catégorie est du ressort exclusif du conseil coopératif, tout comme il est seul compétent pour décider du changement de catégorie.

CONTRAT DE COMPTE COURANT D'ASSOCIÉ-E

entre les deux parties suivantes :

la **SCIC SAS à capital variable ESCOUMS SOLAIRE** d'une part,
ci-après dénommée **la coopérative**,

et

prénom, nom :

demeurant

associé-e de la coopérative et détenant ce jour parts sociales,
ci-après dénommé **l'associé-e**.

Afin de renforcer la trésorerie de notre coopérative et de faciliter le financement de ses projets, notamment la construction de 2 bâtiments d'élevage et stockage avec photovoltaïque en toiture, l'associé-e a convenu avec la coopérative de l'ouverture et du fonctionnement d'un compte courant d'associé-e dans les conditions suivantes :

Article 1 - Ouverture du compte courant et fonctionnement

La coopérative ouvre ce jour dans ses livres comptables au nom de l'associé-e un compte courant où sera comptabilisé les versements et les retraits de trésorerie effectués par l'associé-e.

Aussi longtemps que ce compte courant restera ouvert, l'associé-e doit conserver au moins une part sociale.

Ce compte ne peut pas présenter un solde débiteur.

Afin de respecter les termes de la loi, les fonds déposés ne peuvent pas être retirés avant une durée de 2 ans, y compris si les deux parties en sont d'accord.

Article 2 - Versement en compte courant

L'associé-e met à la disposition de la coopérative une somme de (*en lettres*)

..... € qu'il/elle verse ce jour au crédit de son compte courant.

L'associé-e pourra ultérieurement abonder de nouveau son compte courant, sous réserve que le président de notre coopérative, ou toute personne dûment déléguée, donne son accord.

Article 3 - Durée - durée de blocage

Ce ou ces versements en compte courant sont consentis et acceptés pour une durée illimitée.

Passé le délai incompressible de 2 ans, des remboursements pourront avoir lieu.

L'associé-e peut demander le remboursement partiel ou total de son compte :

- durant une période de 2 à 10 ans, à condition que le président de la coopérative ou toute personne dûment déléguée donne son accord

- au delà d'une période de 10 ans, sans condition.

La coopérative peut choisir de rembourser à l'associé son compte courant, partiellement ou en totalité :

- durant une période de 2 à 10 ans, à condition que l'associé donne son accord

- au delà d'une période de 10 ans, sans condition.

Le calcul de la durée de ces périodes s'effectuera à partir de la date de chaque versement jusqu'à la date de l'écrit mentionné à l'article 4 de ce contrat.

Il y aura donc autant de calcul de durée de périodes que de versement.

Article 4 - Remboursement

La partie souhaitant le remboursement devra, par écrit, informer ou demander son accord à l'autre partie, en indiquant la somme concernée.

La coopérative remboursera les sommes indiquées et/ou convenues dans un délai de 3 mois, à compter de la date de l'écrit. Rien ne s'oppose à ce que ce délai soit plus court si les deux parties sont d'accord.

Article 5 - Rémunération

Les sommes versées en compte courant par l'associé-e seront productives d'un intérêt annuel de 5 % sous deux conditions :

- **les sommes productives d'intérêt ne peuvent être supérieures à 2 fois le capital social détenu par l'associé-e dans la coopérative Escoums Solaire**
- **la production d'intérêt de compte courant d'associé ne peut engendrer un résultat négatif annuel avant impôt sur les sociétés, ou aggraver celui-ci.**

En conséquence de ce qui précède et afin de se conformer à cette deuxième condition, le taux d'intérêt sera exceptionnellement réduit pour les exercices comptables où une rémunération pleine à 5 % engendrerait ou aggraverait un résultat négatif annuel avant impôts sur les sociétés.

Le calcul de la production d'intérêt commence à compter du premier jour du mois suivant le versement et se termine le dernier jour du mois précédent le remboursement. Le calcul est effectué par exercice comptable, à savoir du 01 avril de l'année n jusqu'au 31 mars de l'année n+1.

Cette rémunération sera versée annuellement, au plus tard 4 mois après la date de clôture de l'exercice, à savoir le 31 juillet.

Article 6 - Décès de l'associé-e

Au décès de l'associé-e, les sommes placées en compte courant deviennent une dette de la coopérative vis à vis des ayants droits, au même titre que ses parts sociales. Le compte courant sera remboursé dans les mêmes conditions que les parts sociales, conditions définies à l'article 17 de nos statuts.

Article 7 - Litiges

De convention expresse entre les parties, tout litige qui pourrait surgir de l'interprétation ou de l'exécution des présentes et n'ayant pas trouvé sa solution après médiation telle que définie à l'article 16 de nos statuts, relèvera de la compétence exclusive du Tribunal de commerce de Perpignan.

Fait à, le

en deux exemplaires, complétés et signés par chacune des parties, un exemplaire étant remis à chaque partie.

Mention « lu et approuvé », signatures suivies des prénoms et noms manuscrits :

L'associé-e

Pour la coopérative, le président
ou son représentant dûment délégué